

RAPPORT pour l'Assemblée générale 2024 **« Un lieu pour vivre » pour les 111 familles réfugiées dans le Peten**

BILAN de KM207 GUATEMALA-SUISSE tiré du Rapport final du Bufete de Derechos Humanos/BDH avec les points essentiels que nous avons retenus sur le travail d'appui juridique sur le plan national et international et sur le soutien humanitaire, essentiel pour la survie du campement.

Les contacts ont été suivis durant toute l'année par Béatrice et Chantal avec Ruben Dominguez, avocat mandaté pour le projet. Ruben s'est rendu à Genève en juin 2023 sur un budget d'ONG accréditée à l'ONU/Franciscains, et que nous avons pu discuter de la situation des 111 familles réfugiée depuis 6 ans dans la forêt du Peten pour un prolongement du projet.

a) De novembre au 30 mai 2023 : 8'446 francs suisses soit 72'595 Q ont été dépensés. Le solde: 9'508 CHF. Soit Q 81'724 ont été versés en juin 2023 (aide humanitaire en nourriture et médicaments pour les 111 familles et voyages auprès de la Commission Interaméricaine des Droits de l'homme/USA et autres d'un représentant du BDH, en novembre 2023.

Remarque importante : Les représentant.e.s de la CIDH n'ont pas eu l'autorisation de se rendre dans la région pour rencontrer les personnes qui représentent les villageois de la communauté expulsée ! Des problèmes de sécurité ont été invoqués. Le travail en profondeur et les réunions ont eu lieu avec la Commission présidentielle pour la Paix et les droits de l'homme ainsi qu'avec le Haut Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'homme dans le pays, concernant les directives énoncées par la CIDH en faveur des 111 familles. Mesures de précaution 413-17 de la CIDH.

Ce qui est essentiel pour nous : la présence des représentant.e.s des familles aux réunions de discussions à Guatemala-City au Ministère de la santé, au Registre national des personnes /RENAP, auprès de la Cour constitutionnelle.

Le projet et l'appui des avocats ont permis aux familles d'obtenir des cartes d'identité valables ou renouvelées qui leur assure d'être des CITOYENS DE PLEIN DROIT ! Cela a demandé un important travail juridique dès les premiers mois du projet (quelques personnes doivent encore obtenir leur carte d'identité nationale ou double nationale).

b) Alerte Le 21 avril 2023 le Bufete alerte une douzaine d' ONG nationales, mexicaines américaines etc de l'arrestation de 3 membres de la communauté dont un mineur, maltraité par l'armée et la police, alors qu'ils récoltaient du maïs pour les familles. Sans cette alerte générale et rapide des avocats et des ONG partenaires, on peut tout imaginer sur le sort qui leur aurait été réservé par l'armée ou la Police nationale civile.

c) Conditions de santé des familles dans le campement, à la frontière entre Guatemala et Mexique. Il est absolument nécessaire que des vivres et des médicaments parviennent en plus grande quantité dans la forêt. Les analyses sur place démontrent que : la survie sous tentes dans la forêt tropicale aux ressources mal connues, est difficile pour les villageois. La qualité de l'eau et les parasites de l'environnement provoquent des maladies cutanées qui demandent des traitements. Le nombre de décès s'est élevé à 14 personnes, dont récemment une femme enceinte.

1. Les femmes et les enfants nous préoccupent tout particulièrement car il n'y a qu'une seule « matrone » reconnue par la communauté et les visites médicales organisées pour les familles ne s'effectuent que tous les 7 mois. Le manque de local réservé aux femmes pour parler de leurs problèmes de santé ne favorisent pas la communication. Ce point doit être discuté avec les agents de santé et la communauté pour améliorer la qualité de la prévention des grossesses à risque qui inquiètent la communauté et le BDH. Il y eut de nombreuses fausses couches qui affectent le moral et la cohésion de la communauté. Ces fausses couches pourraient être dues également à des carences nutritionnelles.
2. Des visites médicales plus fréquentes pour prévenir les grossesses à risque. Le B.D.H. préconise encore la diffusion des connaissances aux femmes de la communauté en proposant des ateliers avec des professionnel.les de santé et des matrones. Et des journées de santé plus fréquentes et régulières avec du personnel médical qui connaît déjà les 111 familles réfugiées dans le Peten.

Nous souhaitons que les mesures qui assureraient le droit à la santé de la communauté -quel que soit son lieu de résidence d'ailleurs - soient soutenues de même que la poursuite des nombreuses rencontres avec les institutions de l'Etat guatémaltèque, les ONG partenaires et le plaidoyer auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme.

Dans ce but nous allons verser rapidement 3'000 CHF obtenus de la Ville de Meyrin à fin décembre 2023.

Six ans après l'expulsion violente des villageois de la Laguna Larga, nos espoirs que les réfugié.e.s retrouvent leur « lieu de vie » reposent sur l'élection le 20 août 2023 du président B. Arévalo, dont la présidence a pris effet le 14 janvier 2024.

Non sans mal puisque les députés du parlement guatémaltèque ont tenté de refuser que les nouveaux élus soient inscrits comme parti SEMILLA... ce qui a provoqué un débordement des forces de police par les partisans du nouveau président et 9 heures de retard pour l'investiture.

Les avocats vont reprendre leur travail avec les représentant.e.s de la communauté et les institutions locales pour tenter de résoudre le conflit et reconnaître le bien-fondé des demandes des 111 familles. Le climat des négociations sera drastiquement différent avec les nouveaux ministres bien que le « régime des corrompus » qui a précédé ne s'avoue pas vaincu. La situation reste instable.

Nous espérons surtout que les directives de la Cour constitutionnelle, édictées en 2021, Cour qui a défendu les droits humains des villageois déplacés, seront enfin appliqués et entreront en vigueur le plus vite possible !

Pour ce résumé établi le 18 janvier 2024 :

Béatrice Junod vice présidente
Chantal Woodtli, secrétaire